

L'économie syrienne : bilan d'une décennie /  
Ibrahim Maroun. — Extrait de : Annales de  
philosophie et des sciences humaines. — N° 3  
(1989), pp. 32-48.

Notes au bas des pages.

Tabl.

I. Politique économique. II. Economie de marché.  
III. Nationalisations — Syrie.

PER L1044 / FP257818P

# L'ECONOMIE SYRIENNE: BILAN D'UNE DECENNIE

Ibrahim MAROUN

Les nationalisations et réformes agraires inaugurées, lors de l'union avec l'Egypte nassérienne (1958-1961), et consolidées avec l'accession du parti Baath au pouvoir en 1963, ont permis au secteur public syrien, de contrôler le secteur bancaire, celui du pétrole, les grandes industries et exploitations agricoles, le secteur de transport et des communications, 75% du commerce d'importation, 65% du commerce de gros, et d'assurer à lui seul, environ 80% des investissements dans le pays.

En effet, cette série de nationalisations n'a pas tardé à se traduire par des déséquilibres économiques poussant les dirigeants en place – surtout dans les années «70» – à adopter quelques mesures libérales, et à encourager les investissements privés, ce qui ne constituait pas d'ailleurs une remise en question de la prédominance du secteur public dont les problèmes ne cessent de peser lourd sur l'économie et les finances du pays.

Toutefois, la détérioration de la situation économique et financière observée depuis 1982, ne doit pas être imputée aux seules défaillances du secteur public, mais aussi à une certaine politique budgétaire et monétaire contribuant aux déséquilibres de cette économie.

## I – LA REGRESSION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Selon les statistiques officielles syriennes, le PIB qui a enregistré aux prix courants, une progression de 9,5% en 1981, a régressé de 0,4% en 1983 et de 3,6% en 1984, pour connaître une légère augmentation de 0,7% en 1985, l'élevant à 57.094 millions de livres syriennes<sup>1</sup>. En 1986, de nouveau il fait état d'une chute réelle de 3%, qui serait, selon les prévisions, de 1,1% pour l'année 1987.

---

(1) Central Bureau of Statistics – *Statistical Abstract*, 1986 (Damas) (N.B.: le taux de change du dollar U.S. est fixé officiellement à 3,925 livres syriennes).

Parallèlement à cette chute, la régression du PIB per capita était de 2,4% en 1982, de 1,2% en 1983, de 7,4% en 1984, et de 2,6% en 1985<sup>2</sup>.

## II – DECLIN DE LA PRODUCTION

Ce déclin est constaté au niveau de l'agriculture, de l'industrie et du secteur pétrolier.

### 1. Récession dans le secteur agricole

Cette récession affecte essentiellement la production du coton qui est la plus importante de ce secteur\*. Elle tombe à 194.000 tonnes en 1983/84, à 160.000 en 1985/86, et à 130.000 tonnes en 1986/87<sup>3</sup>. Cette chute est due essentiellement à la forte concurrence mondiale, et à une contraction par conséquent, de la surface cultivée en coton, de 173.000 ha en 1983/84 à 155.000 en 1986/87<sup>4</sup>. Selon certaines prévisions, cette superficie tomberait à 130.000 ha en 1987/88<sup>5</sup>.

Il en est de même de la production de la betterave à sucre qui passe de 1,3 millions de tonnes en 1984, à 412.000 tonnes en 1985, entraînant durant la même période une chute de la production du sucre de 206.000 tonnes à 54.000. Cette crise due à la concurrence mondiale, se traduit par une réduction de la superficie cultivée en betterave à sucre, de 35.700 ha en 1984, à 14.500 en 1985, et par la fermeture en 1984 des usines relevant de cette branche, à Homs, Deir-El-Zour et Hassaka.

Par contre, la production du blé a été de 1,9 million de tonnes en 1986/87, soit de 8% supérieure aux prévisions<sup>6</sup>. Toutefois, elle reste insuffisante, car les importations syriennes en blé étaient en 1986, de 930.000 tonnes en provenance des Etats-Unis, et de 400.000 tonnes, de la France<sup>7</sup>.

Bien que l'agriculture, l'élevage et la pêche contribuent dans une proportion de 20% à la formation de PIB syrien, la balance alimentaire de ce pays continue à accuser un déficit non négligeable. Il était en moyenne de 256 millions de dollars U.S. par an, entre 1974 et 1978<sup>8</sup>.

Notons à cet effet que l'agriculture en Syrie, bénéficie depuis plus d'une quinzaine d'années, de «la part du lion» dans les crédits alloués par le budget général aux investissements, soit de 24,9% entre 1971 et 1980; ce qui équivalait à

(2) Ibidem.

\* Depuis 1974, le coton passe dans les exportations syriennes du premier rang, au deuxième (après le pétrole).

(3) The Liverpool Weekly, «Cotton Outlook» pour les années 1983/87.

(4) Ibidem.

(5) Les prévisions du «Cotton Outlook» pour l'année 1987/1988.

(6) U.S. Department of Agriculture (USDA)

(7) Ibidem.

(8) EL-KHALIDI (K) – Food crisis and food security – AEUC, Amman, 80.

3.988 millions de dollars U.S. dont 29,3% seulement ont été effectivement réalisés durant la même période<sup>9</sup>. La part de l'agriculture dans le total des crédits affectés à l'investissement, était de 19,7% en 1985, de 20,9% en 1986, et d'environ 20% en 1987, occupant toujours le premier rang<sup>10</sup>.

## 2. Régression de la production industrielle

Ce secteur qui contribue dans une proportion de 14,3% à la formation du PIB, et absorbe environ 15% de la population active, envisage aujourd'hui un certain nombre de difficultés dont le manque de matières premières et des équipements, causé par la forte contraction des réserves de ce pays en devises étrangères, comme on le verra un peu plus loin. A cela s'ajoute une pauvre gestion d'un secteur public qui contrôle à lui seul, en moyenne 88% des investissements annuels dans ce secteur; abstraction faite des coupes budgétaires dont souffre le financement industriel: les crédits alloués à l'industrie manufacturière étaient en 1986, de 31,2% inférieurs à leur niveau en 1985 (aux prix courants). Aux prix constants de 1980, ces crédits ne représentaient en 1986, que 34,6% de ce qu'ils étaient en 1982<sup>11</sup>.

En raison de ces différents problèmes, l'indice de la production industrielle (1980 = 100) tombe de 167 en 1983, à 166 en 1984, et à 163 en 1985. L'indice de la production des équipements passe de 117 en 1984, à 68 en 1985 pour être inférieur à son niveau en 1979; celui des «produits alimentaires, boissons et tabac» tombe de 175 à 153; celui des produits chimiques régresse de 192 à 186<sup>12</sup>. Par contre, l'indice de la production textile progresse de 141 en 1984, à 148 en 1985; celui de la laine, de 73 à 80; celui de l'industrie métallurgique de base, de 114 à 175; et celui du papier, de 248 à 252, pour rester quand même inférieur à son niveau en 1983 qui était de 283<sup>13</sup>.

## 3. Fléchissement de la production pétrolière

Le secteur pétrolier représente 8,2% du PIB, et contribue dans une proportion variant de 61 à 69% aux exportations syriennes<sup>14</sup>.

La production pétrolière de ce pays a connu un accroissement assez important, passant de 5.543 millions de tonnes en 1973, à 10.039 millions en 1976,

(9) Le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES). Le plan de développement économique et social des pays arabes (1970-1980) – Koweït, septembre 1983 (tableaux N° 1 et 2).

(10) Le Budget Général (Syrie), 1985, 1986 et 1987.

(11) Voir le Budget Général de 1982 et 1986.

(12) Statistiques officielles publiées par: The Economist Intelligence Unit (EIU) – Country Report (Syria), N° 2, 1987, p. 15

(13) Ibid. p. 15.

(14) Sources: – IMF: International Financial Statistics  
– Central Bureau of Statistics: Statistical Abstract (1982-1986) Damas.

soit le niveau le plus élevé<sup>15</sup>. Car, cette production est tombée à 9.675 millions de tonnes en 1979, puis à 9,01 millions en 1982, pour remonter à 9.42 millions en 1984 et se situer à 9.24 millions en 1985, soit de 8% inférieure à son niveau en 1976<sup>16</sup>.

Quant aux exportations pétrolières, elle régressent de 6.522 millions de livres syriennes en 1981, à 5.196 millions en 1983, et à 4.761 millions en 1986<sup>17</sup>; soit une diminuation entre 1986 et 1981, de 27% (aux prix courants), et de 62,7% aux prix constants de 1980.

Cette chute qui est due à une régression de la quantité exportée et du prix du brut sur le marché mondial, a élevé le déficit de la balance pétrolière syrienne, de 262 millions de L.S. en 1981, à 767 millions en 1984. En 1985, cette balance enregistre un excédent de 315 millions de L.S.<sup>18</sup>, grâce aux aides iraniennes dans ce domaine.

### III – AGGRAVATION DU DEFICIT DE LA BALANCE COMMERCIALE ET DES OPERATIONS COURANTES

Le déclin de la production agricole, industrielle et pétrolière, a eu pour effets, une chute des exportations syriennes, et une aggravation du déficit de la balance commerciale et de celui des opérations courantes (voir le tableau N° 1).

Tableau N° 1

*Balance commerciale et des opérations courantes en Syrie (1977 - 1986) (en millions de dollars U.S.)*

Balances/ Année	1977	1979	1981	1984	1985	1986
Exportations (f.o.b.)	1.070	1.648	2.230	1.859	1.640	900
Importations (f.o.b.)	2.402	3.055	4.843	3.801	3.591	2.900
Solde de la balance commerciale	-1.332	-1.407	-2.613	-1.942	-1.951	-2.000
Exportation des services	383	470	591	708	800	
Importation des services	453	684	888	1.145	1.155	+ 955
Transferts nets	1.235	2.528	2.401	1.528	1.354	
Solde de la balance des opérations courantes	- 167	+ 907	- 509	- 851	- 952	- 1.005

*Source:* Ce tableau est construit à partir des données fournies par IMF: International Financial Statistics.

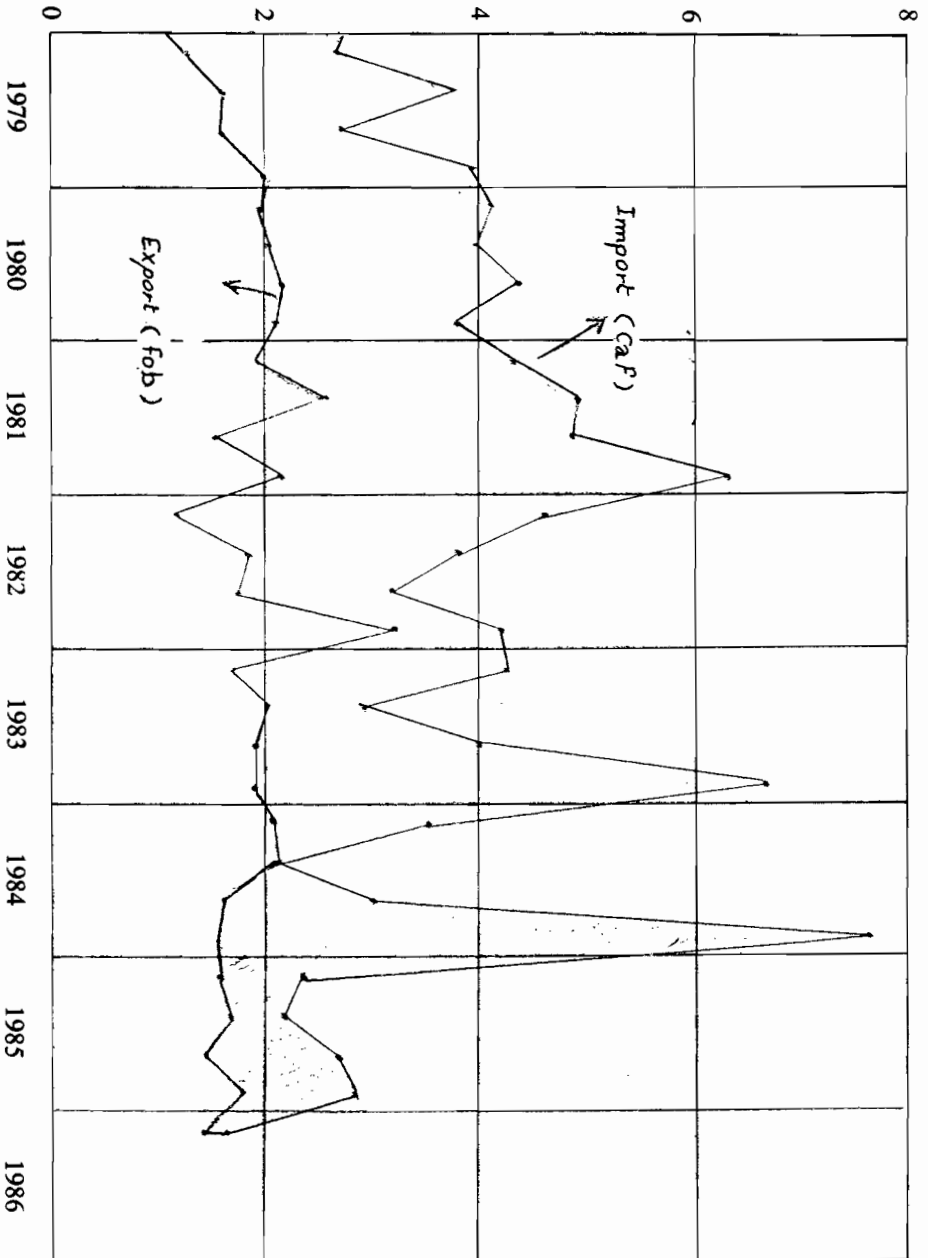
(15) Ibidem.

(16) Ibidem.

(17) Ibidem.

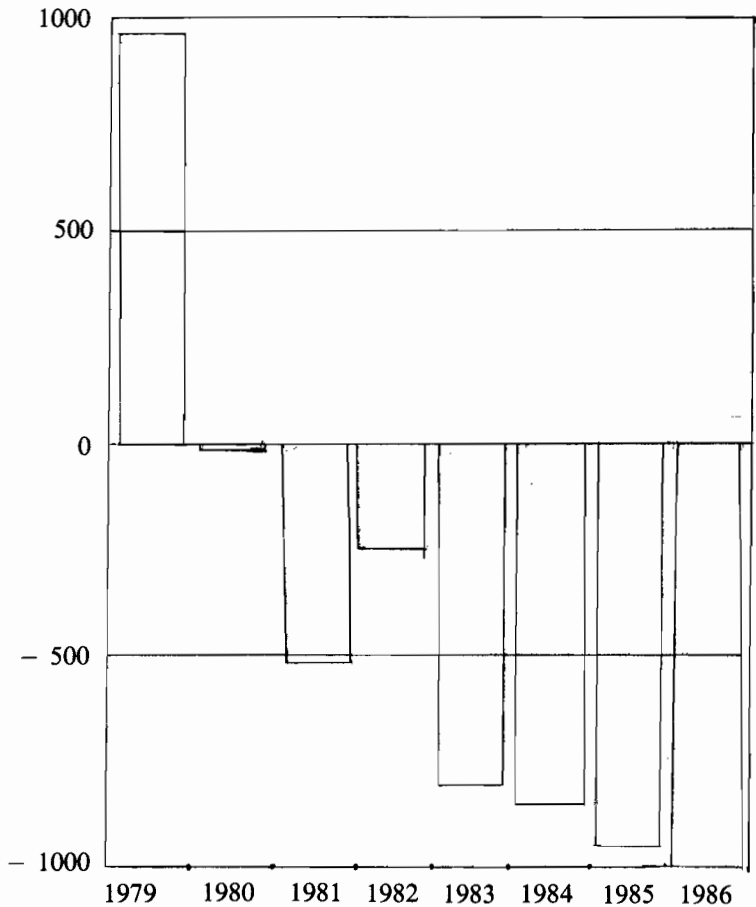
(18) Ibidem.

Graphique N° 1: Balance commerciale de la Syrie (en milliards de L.S.)



Source: Ce graphique est construit à partir des données fournies par le Bureau Central des Statistiques.

Graphique N° 2: Balance des opérations courantes (en millions de dollars U.S.)



Source: Construit à partir des données fournies par le FMI

On remarque sur ce tableau que parallèlement à une chute des exportations en 1986, de 51,6% par rapport à 1984, l'Etat a dû réduire les importations de 23,7% durant la même période. Cette politique restrictive des importations a réussi à freiner la progression du déficit de la balance commerciale qui a, quand même, évolué de 1.942 millions de dollars U.S. en 1984, à environ 2 milliards de dollars en 1986. Par la même occasion, le déficit de la balance des opérations courantes a augmenté de 851 millions de dollars U.S. en 1984 à 1.005 millions en 1986 (voir le graphique N° 2).

#### IV – CHUTE DES RESERVES EN DEVISES ETRANGERES ET AUGMENTATION DE LA DETTE EXTERIEURE

Ces déficits des échanges extérieurs du pays ont fortement épuisé ses réserves en devises étrangères (voir le tableau N° 2).

Tableau N° 2  
Evolution des réserves officielles de la Syrie (non comprises les réserves en or)  
entre 1977 et 1985 (en millions de dollars U.S.)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Devises	476	374	565	315	266	185	43	–	82
DTS	8	8	16	12	17	13	9	5	3
Total Réserves (non compris l'or)	484	382	581	327	283	198	52	–	85

Source: IMF: International Financial Statistics

On dégage de ce tableau que les réserves officielles de la Syrie sont tombées de 581 millions de dollars en 1979, à 85 millions en 1985. De même, le ratio (réserves officielles / importations) passe de 0,20 en 1977, à 0,023 en 1985; autrement dit, les réserves officielles de ce pays qui lui permettaient de couvrir 73 jours d'importation en 1977, ne suffisent en 1985 qu'à financer 8 jours seulement. Dans ce domaine, la Syrie a été classée entre 1983 et 1985, au dernier rang des pays arabes.

Cette chute des réserves en devises étrangères a relancé les opérations spéculatives, et le taux de change du dollar U.S. fixé officiellement à 3,925 livres syriennes, passe sur le marché noir à 22 L.S. en juin 1986. Pour mettre fin à ces opérations, plusieurs dizaines de cambistes ont été emprisonnés, et un décret ministériel portant le N° 24 a été promulgué en 1986, imposant une peine de prison allant jusqu'à 25 ans, contre ceux qui traitent sur le marché noir.

Par ailleurs, avec un tel épuisement de ses réserves, ce pays a dû recourir à l'endettement extérieur pour financer ses importations ou ses déficits avec l'étranger. Selon les statistiques de la Banque Mondiale, la dette publique extérieure de la Syrie était fin 1985, de 85,1% supérieure à son niveau en 1977 (voir le tableau N° 3).



**Tableau N° 3:**  
**La dette publique extérieure (décaissée\*) de la Syrie**  
**1977 - 1985 (en millions de dollars U.S.)**

Année	1977	1978	1979	1980	1981	1984		1985	
Créanciers									
Créanciers officiels	1299,6	1737,7	2018,5	2136,8	2219,7	Statistiques de la Banque Mondiale	Statistiques de l'OCDE	Statistiques de la Banque Mondiale	Statistiques de l'OCDE
Créanciers privés	186,4	177,7	166,2	132,5	116,9				
Total dette	1486,0	1915,4	2184,7	2269,3	2336,6	2414	3575	3565	4201

Source: La Banque Mondiale – OCDE (pour les années 1984 et 1985)

Selon les statistiques de l'OCDE, fondées sur des rapports présentés par les créanciers de la Syrie, cette dette s'élève fin 1985, à 4.201 millions de dollars, soit de 2,8 fois supérieure à son niveau en 1977. Le service de la dette qui était en moyenne de 12,9% en 1984, passe à 14,8% en 1985.

Toutefois, il ne s'agit ici que de la dette publique extérieure «civile» de la Syrie; car sa dette «militaire» a été estimée au second trimestre de 1987, à 8 milliards de dollars<sup>19</sup>.

Quant à la dette «civile», elle représente déjà une proportion assez importante des exportations et du PIB syriens (voir le tableau N° 4).

**Tableau N° 4:**  
**Les principaux ratios relatifs à la dette extérieure «civile» syrienne**  
**(1977 - 1985) (en %)**

Année	1977	1978	1979	1980	1981	1984	1985
Ratios							
Dette/Exportations	96,1	126,5	98,0	83,9	104,8	192,3	256,2
Dette/PIB	21,1	22,7	21,6	17,4	16,3	24,7	28,9
Service de la dette/ Exportations	7,1	17,9	17,2	14,9	11,1	24,8	37,9
Service de la dette/ PIB	1,6	3,2	3,8	3,1	1,7	3,2	4,3

Sources: 1977 - 1981: World Bank (Debt Tables)

1984 et 1985: Les ratios de ces deux années ont été calculés à partir de données fournies par le FMI, l'OCDE et le Bureau Central des statistiques (Damas).

\* Il s'agit de la dette déjà décaissée par les créanciers étrangers et non de la dette constituant objet d'engagement de leur part, et qui est de loin supérieure aux chiffres du tableau.

(19) Middle East Review, Vol. XIX, N° 3, Spring 1987, p. 9.

Il ressort de ce tableau que le ratio (dette extérieure/exportations) s'élève de 104,8% en 1981, à 256,2% en 1985; autrement dit, en 1981, un an et 17 jours d'exportation suffisaient à la Syrie pour rembourser sa dette «civile» extérieure; alors qu'en 1985, il lui faut plus de deux ans et demi.

De même, cette dette qui représentait en 1981, 16,3% du PIB, en constitue environ le quart en 1984, et 28,9% en 1985; en d'autres termes, pour que la Syrie puisse en 1985 rembourser sa seule dette «civile» extérieure, elle devrait consacrer à cet effet, toute la production de ses deux secteurs les plus importants, agricole et pétrolier.

En outre, ce tableau montre que la Syrie devrait en 1984, prélever 24,8% sur ses exportations, pour amortir sa dette «civile» extérieure et en payer l'intérêt. Cette proportion s'élève à 37,9% en 1985, en raison de l'accroissement de cette dette et de son taux d'intérêt, et de la forte régression des exportations.

Par conséquent, la Syrie trouve actuellement beaucoup de difficultés à assurer le service de sa dette; d'où les problèmes qui surgissent de temps en temps avec ses créanciers, comme celui qui a éclaté en 1986 avec la «Spain's Credit Export Agency».

Pour ce qui est de la dette publique intérieure auprès des banques commerciales syriennes, elle a passé de 8.701 millions de L.S. en 1978, à 24.604 millions\* en 1983 (soit 6.268,5 millions de dollars U.S.). Cette dette était en 1983, dans une proportion de 91,3% à la charge des entreprises et organismes publics, et 8,7% à la charge du Trésor; et elle représentait 80,6% du total des crédits distribués par les banques commerciales en Syrie, ce qui constitue une éviction pour le secteur privé.

## V – RESTRICTIONS SUR LES IMPORTATIONS ET PROBLEMES DE RAVITAILLEMENT

Devant cette aggravation de la dette publique extérieure, «civile et militaire», et la forte chute des réserves en devises étrangères, l'Etat a dû recourir à une politique restrictive des importations, afin d'éviter l'effondrement total. Cette politique est à la fois, bancaire, monétaire et douanière.

Dans le domaine bancaire, la Banque Commerciale de la Syrie, spécialisée dans le commerce d'importation, réduit de 22% ses prêts durant le premier semestre de 1986. Par la même occasion, les crédits documentaires ouverts dans cette banque, diminuent de 33%, au moment où son bilan augmente de 11%. D'ailleurs, cette politique vient renforcer celle instaurée en 1981, exigeant des commerçants de bloquer à cette banque, pour une durée indéterminée, la somme destinée à l'importation, avant d'obtenir une licence dans ce domaine.

A côté de cette politique bancaire, une taxe douanière de 15% a été imposée

\* IMF: International Financial Statistics, Vol. XXXVIII, N° 12, december 1985, p. 450.

aux importations de luxe financées en devises étrangères. Dans ce cas, la taxe en question doit être payée en devises.

Quant au système de change multiple adopté en Syrie, il a été une source de confusion générale réduisant considérablement les importations de ce pays. En ce sens, six taux de change différents sont appliqués simultanément en Syrie à l'heure actuelle, à savoir le taux «officiel» (1 \$ = 3, 925 L.S.), servant à l'importation gouvernementale des matières premières et des équipements pour l'industrie locale; le taux «parallèle» (1 \$ = 4,45 L.S.), mis à la disposition du secteur privé pour ses importations destinées à la production locale; le taux «touristique» (1 \$ = 9,75 L.S.) appliqué aux touristes qui sont obligés de changer en livres syriennes l'équivalent de 100 dollars, à leur entrée dans le pays; le taux «d'aviation» (1 \$ = 16,25 L.S.), utilisé à l'achat des tickets d'avion en Syrie; le taux «d'encouragement» (1 \$ = 18-19 L.S.) destiné à concurrencer le taux de change en vigueur sur le marché «noir», où le dollar U.S. est coté à 22 L.S. et parfois plus.

Ce système de change créant la confusion générale, le décret N° 24 dont on a parlé précédemment, et les mesures coercitives adoptées à l'égard des cambistes, ont semé la panique parmi les émigrés syriens dont les remises sont tombées de 901 millions de dollars en 1979, à 327 millions en 1984 et à 293 millions en 1985<sup>20</sup>; ce qui a aggravé le déficit de la balance des opérations courantes qu'on a traité un peu plus haut, et contribué à la chute des importations. Pour compenser cette régression des remises ou transferts, l'Etat a été jusqu'à promulguer en 1986, un décret ministériel dispensant du service militaire les Syriens vivant à l'étranger, contre le versement au Trésor d'une certaine somme en devises étrangères.

En effet, tous ces facteurs ont ramené les importations syriennes de 4.843 millions de dollars en 1981 à 2.900 millions\* en 1986, soit une diminution de 40,1% dans un pays qui compte, pour plus de la moitié de sa consommation, sur l'importation; ce qui a déclenché une crise de ravitaillement dans le pays, qui a été aggravée par la politique de «rationalisation de la consommation» discutée au Conseil de Cabinet du 24 novembre 1986. Ont contribué également à cette crise de ravitaillement les mesures adoptées pour réduire de 25% la consommation de l'énergie.

Cette crise de ravitaillement s'est traduite par une pénurie sur le marché, des produits de première nécessité tels que le sucre, le thé, le café, le gaz, le mazout, et même le pain à Alep; d'où les longues files d'attente devant les magasins, qu'on observe depuis plusieurs mois dans les grandes villes syriennes.

Cet état de pénurie n'a pas manqué de créer un malaise dans la population et d'exciter sa colère contre le Pouvoir; ce qui a poussé le premier ministre Abdel-

(20) IMF: Balance of Payments Statistics (Year book).

\* Voir le tableau N° 1.

Raouf Al-Kasm à se déchaîner contre les commerçants, les accusant de «minorités de parasites qui ont reçu des ordres de leurs maîtres à Washington, Londres et Tel-Aviv, pour monopoliser les denrées et créer des problèmes au moment où la campagne politique et terroriste contre la Syrie fait rage»<sup>21</sup>. Par la même occasion, 17 commerçants ont été écroués en octobre et novembre 1986, pour subir une sentence allant de six mois à quinze ans de prison; ce qui a contraint plusieurs commerçants syriens à quitter le pays.

Toutefois, cette réaction vigoureuse de l'Etat n'a apporté certainement aucune solution au problème de la pénurie, à l'ombre de laquelle on voit prospérer le marché noir. Ce dernier est organisé par les officiers et les soldats syriens stationnés au Liban, qui profitent de la dépréciation de la livre libanaise vis-à-vis de la monnaie syrienne, pour se lancer dans des opérations de contrebande vers la Syrie. Les marchandises et les butins amenés avec eux du Liban sont vendus sur le marché noir de Damas, à des prix spectaculaires. La valeur de ces produits de contrebande varie de 1 à 1.5 milliard de dollars par an, selon les estimations<sup>22</sup>.

Ainsi, le marché noir de Damas est appelé aujourd'hui par la population le «souk des militaires».

## VI – TENSIONS INFLATIONNISTES

La pénurie des produits de première nécessité et la prolifération du marché noir se traduisent incontestablement par de véritables tensions inflationnistes (voir le tableau N° 5).

Tableau N° 5:  
Taux de hausse et indice des prix en Syrie (1980 - 1986)

Année	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Indice des prix de gros (1980 = 100)	100,0	119,0	132,0	138,0	148,0	—	—
Indice des prix à la consommation (1980 = 100)	100,0	118,4	135,3	143,4	156,6	207	232*
Taux de hausse annuelle des prix (en%)	20,5	25	8,5	4,2	13,1	25,5	50

Sources: — IMF: International Financial Statistics, april, 1987 (pour l'indice des prix de gros et à la consommation)

— The Economist Intelligence Unit (EIU): Country Report (Syria), N° 1, 2 et 3, 1987 (pour le taux de hausse annuelle des prix).

\* Estimations.

(21) Country Report (Syria), N° 1 — 1987, p. 16.

(22) Middle East Review, 1985, p. 243.

On dégage de ce tableau qu'en 1980 et 1981, l'inflation était déjà «ouverte» en Syrie, en raison d'une libéralisation relative des prix et un large déficit budgétaire. Entre 1982 et 1984, cette inflation redevient «latente», puis «ouverte» en 1985 et «galopante» à partir de 1986, car pour l'année 1987, on prévoit un taux d'inflation de 75% au moins.

Selon un rapport présenté par l'ambassade des Etats-Unis à Damas le taux de l'inflation était déjà de 100% en 1986. Au second semestre de 1986, le prix des carburants a augmenté de 40% et celui de l'électricité, de 30%.

Certes, la pénurie des produits de première nécessité contribue à cette inflation galopante, mais aussi l'augmentation des dépenses improductives, en l'occurrence, les dépenses militaires.

#### – Dépenses militaires et inflation

Les dépenses militaires de la Syrie se sont élevées de 2.110 millions de dollars U.S. en 1979 à 3.372 millions en 1984<sup>23</sup>. En somme, ces dépenses étaient entre 1979 et 1984, de 15.406 millions de dollars représentant 4% du total des dépenses militaires des pays du Moyen-Orient\* durant la même période. En 1986, les dépenses militaires syriennes étaient de 3.460 millions de dollars<sup>24</sup>.

En 1984, les dépenses militaires de la Syrie per capita, étaient de 324 dollars U.S., alors qu'elles n'étaient en moyenne, la même année, que de 228 dollars dans les pays du Pacte de Varsovie, et de 285 dollars dans ceux de l'OTAN<sup>25</sup>.

Pour ce qui est de la part des dépenses militaires dans le budget général syrien, elle était entre 1979 et 1984, en moyenne, de 30,1% alors qu'elle n'était en Iran pour la même période que de 28,8%, et de 26,4% aux Etats-Unis<sup>26</sup>.

Quant à la proportion des dépenses militaires au PIB syrien, elle était entre 1979 et 1984, en moyenne, de 15,8% par an, au moment où elle ne dépassait pas le 1,6% en Union Soviétique, et les 6,1% aux Etats-Unis<sup>27</sup>.

En effet, ce surgonflement des dépenses militaires est dû d'une part, aux achats d'armements par la Syrie, et d'autre part, à l'accroissement spectaculaire de l'effectif des militaires.

Selon un rapport publié en 1983 par l'Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI), dans les achats d'armements par les pays du Tiers-monde durant la période (1979-1982), la Syrie s'est vue discerner le titre du «champion», avec 9,4% du total des achats. Elle a été suivie dans ce domaine par la Libye avec 9,2% et l'Arabie Séoudite (8,2%).

(23) The International Institute for Strategic Studies (London): The Military Balance, Les numéros de 1984 à 1987.

\* Il s'agit de tous les pays arabes auxquels s'ajoutent l'Iran et Israël.

(24) Middle East Review, Vol. XIX, N° 3, Spring, 1987, p. 9

(25) The International Institute, op. cit., 1986/1987, p. 212 et 213.

(26) Ibid., Les numéros de 1984 à 1987.

(27) Ibid.

Ainsi, la Syrie possédait, au premier trimestre de 1987, environ 4.000 tanks (contre 2.200 en Egypte), et 650 avions de combat (contre 600 en Egypte); alors que pour les autres armes (artillerie, missiles sol-air...), les deux pays se trouvent à égalité<sup>28</sup>.

En ce qui concerne l'effectif des forces armées régulières, il passe en Syrie de 227.500 militaires en 1979, à 392.500 en 1986<sup>29</sup>. Le nombre des réservistes s'élève en 1986 à 172.500 et celui des miliciens à 34.800<sup>30</sup>.

Si l'on exclut les forces de sécurité intérieure et les réservistes et l'on se contente des forces armées régulières et des miliciens, on constate en 1985 qu'il existe 1 militaire pour chaque 26 Syriens, alors que ce rapport est de 1/64 pour les pays arabes et de 1/94 aux Etats-Unis<sup>31</sup>.

Par conséquent, les dépenses militaires improductives effectuées en Syrie – surtout sous forme d'entretien des armes et de traitements aux militaires – constituent évidemment des flux monétaires qui connaissent un accroissement de loin supérieur à celui des flux réels; ce qui se traduit nécessairement par de fortes tensions inflationnistes. Notons à cet effet que la masse monétaire en Syrie (M1), est passée de 17 milliards de L.S. en 1979 à environ 50 milliards en 1985, alors que le PIB et les importations de ce pays étaient en nette régression durant la même période, comme nous l'avons remarqué au début de cette étude.

## VII – LE RECOURS AUX AIDES ÉXTERIEURES

La dégradation des secteurs productifs, l'aggravation du déficit de la balance commerciale en dépit d'une réduction des importations, l'épuisement des réserves en devises étrangères, l'augmentation de la dette extérieure et intérieure et l'accroissement des dépenses militaires font de la Syrie un pays fort dépendant des aides étrangères. Ces aides s'avèrent depuis plus d'une quinzaine d'années, d'une nécessité vitale et indispensables à la survie du régime économique et politique actuel de la Syrie. De ce fait, elles figurent dans les recettes prévues annuellement par le budget général au troisième rang et en représentent environ 19,5%<sup>32</sup>. Mais dans le total des recettes réalisées annuellement par l'Etat syrien, ces aides occupent tantôt la première place, tantôt la deuxième. Dans le budget de 1986, elles étaient prévues à 8.382 millions de L.S., soit 2.135,5 millions de dollars U.S.<sup>33</sup>.

(28) Middle East Review, op. cit., p. 8

(29) The International Institute, op. cit., Les N° de 1984 à 1987.

(30) IISS: The Military Balance 1986/1987, London, p. 213.

(31) Calculés à partir des chiffres fournis par The Military Balance 1985/86, p. 170-171 et 1986/87, p. 212-213.

(32) Voir le budget général annuel de la Syrie, 1973-1986.

(33) Voir le budget général de 1986.

Quant au montant cumulé des aides déjà accordées à la Syrie, il s'élève entre 1973 et 1983 à 10.193,9 millions de dollars, et la place parmi les pays bénéficiaires, en troisième position mondiale, derrière l'Égypte et l'Inde<sup>34</sup>. Mais quand il s'agit des aides moyennes annuelles par habitant, la Syrie vient dans le classement, de loin devant ces deux pays<sup>35</sup>.

Ces aides sont fournies essentiellement par les pays arabes pétroliers, l'Iran, la CEE et les États-Unis.

Pour arracher des aides aux pays pétroliers du Golfe, la Syrie compte en premier lieu sur sa position politique et militaire régionale, surtout dans le conflit israélo-arabe: depuis la visite de Sadate à Jérusalem en 1977, elle se fait prévaloir comme étant à l'avant-garde de la lutte contre Israël, et d'être le seul pays qui se bat pour tous les Arabes. Ce qui lui donnerait en contre partie des droits sur ces derniers et lui permettrait d'exiger des aides à cet effet. De même, elle ne se prive pas de temps en temps de rappeler aux pays du Golfe les rapports qu'ils entretiennent avec les États-Unis et l'Occident, accusés d'être les principaux alliés d'Israël. Abstraction faite des groupes para-militaires (Palestiniens et autres), contrôlés par la Syrie et redoutés par la plupart des pays arabes de la région.

En effet, cette position et ces moyens permettent à la Syrie de recevoir annuellement des pays arabes, des aides assez substantielles. Mais, comme le montrent les statistiques, le moindre affaiblissement politique de la Syrie au sein du monde arabe, se traduit automatiquement par une chute des aides. D'où la corrélation étroite, depuis plus d'une dizaine d'années, entre le niveau de ces aides et la position politique régionale de la Syrie.

Ainsi, l'entrée de l'Égypte dans un processus de paix avec Israël a placé la Syrie en position de force en 1978 au Sommet arabe de Bagdad, qui lui a alloué 1,8 milliard de dollars par an. Mais avec l'intervention des forces multinationales au Liban en 1982 et 1983, la Syrie s'est trouvée affaiblie, et par conséquent privée d'une bonne partie de ces aides. Toutefois, avant leur arrivée en 1982, elle avait reçu environ 2 milliards de dollars; et plus de 2,3 milliards fin 1983, quand elle a commencé à reprendre sa position régionale, suite au harcèlement des troupes américaines et françaises au Liban.

Selon le «Wall Street Journal», après la chute du «Chouf» libanais en septembre 1983, entre les mains des Druzes et des Palestiniens, soutenus par la Syrie, cette dernière a reçu de l'Arabie Séoudite une somme variant de 2 à 4 milliards de dollars<sup>36</sup>. De même, selon les rapports en provenance de certains

(34) Sources: — OCDE: Geographical Distribution of Financial Flows to Developing Countries, Paris, divers numéros.

— FMI et Banque Mondiale: Finances et Développement, N° 1, Vol. 23, mars 1986, p. 7.

(35) Ibidem.

(36) Cité par Middle East Review 1985, p. 242-243.

pays d'Occident, la Syrie — pour avoir accepté de participer au Sommet Islamique du Koweït en janvier 1978 — a reçu des aides de l'Arabie Séoudite, et d'autres en février de la même année, après l'entrée de ses troupes à Beyrouth-Ouest<sup>37</sup>.

Il s'ensuit que la plupart des aides accordées par les pays du Golfe à la Syrie, paraissent davantage comme des « primes d'assurance-régime ».

Par la même occasion, la position politique qu'occupe la Syrie sur la scène régionale, lui permet de bénéficier également des aides iraniennes. Car, dans sa guerre avec l'Irak — et indirectement avec les pays du Golfe — l'Iran voit dans son alliance avec la Syrie une nécessité stratégique; étant donné que ce dernier pays a réussi depuis 1980 à empêcher toute solidarité arabe ou islamique visant à boycotter l'Irak ou à l'isoler sur le plan régional. Abstraction faite de la privation de l'Irak d'une bonne partie de ses redevances, en interdisant à son pétrole de transiter par le territoire syrien, pour être exporté à travers le port de Tripoli (Liban).

Contre ces services, la Syrie reçoit sans doute des aides iraniennes, estimées par la Syrie à environ 200 millions de dollars par an<sup>38</sup>. Ainsi, en 1982, un accord a été signé entre les deux pays, selon lequel, l'Iran fournit annuellement à la Syrie 6 millions de tonnes de pétrole, dont 1 million gratuitement et 5 millions à un prix de 10% inférieur à celui du marché mondial. Cet accord est resté en vigueur jusqu'en automne 1985 quand un différend a éclaté au sujet de la facture pétrolière syrienne non payée à l'Iran et qui s'élevait à 1.500 million de dollars.

En juillet 1986, un autre accord a été conclu, permettant à la Syrie de recevoir, entre octobre 1986 et mars 1987, environ 2,5 millions de tonnes de pétrole iranien, dont un million gratuitement.

En ce qui concerne les aides américaines à la Syrie, elles étaient jusqu'à 1975, de 211 millions de dollars, alors que la somme allouée durant la même période atteignait 438,8 millions. En 1981, le Congrès américain a gelé, pour des raisons politiques, 138,2 millions de dollars, d'une aide initiale s'élevant à 227,8 millions. Selon l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), une autre aide de 158 millions de dollars a été décidée pour la Syrie, en novembre 1983.

Quant aux aides de la Communauté Economique Européenne à la Syrie, elles sont accordées dans le cadre de son Protocole Méditerranéen. Ainsi le Premier Protocole (1977-1981) a alloué à la Syrie 60 millions d'écus (68 millions de dol-

(37) Cité par EIU: Country Report (Syria), N° 3, 1987, p. 10.

(38) Voir le budget général syrien, 1983-1986.



lars U.S.); le Second Protocole (1982-1986), 97 millions d'écus; et dans le cadre du Troisième Protocole (1987-1991), 146 millions d'écus ont été prévus comme aides à la Syrie.

Notons que parallèlement à ces aides arabes, iraniennes, américaines et européennes, la Syrie bénéficie de prêts à de faibles taux d'intérêt, qui lui sont accordés par la Banque Européenne de l'Investissement (BEI), la Banque Mondiale et six fonds arabes et islamiques pour le développement.

### *VIII – LE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES*

A la détérioration de la situation économique, le Pouvoir en Syrie réagit avec une série de projets de développement de grande importance, couvrant plusieurs domaines, et ce, en dépit de la crise financière par laquelle passe le pays.

Ainsi, dans le domaine pétrolier, un projet de doublement de la production pétrolière dans les gisements de Deir-Al-Zour, de 60.000 b/j à 120.000, a été lancé en septembre 1986. Le contrat de 70 millions de dollars U.S., signé à cet effet avec la compagnie américaine «Brown and Root Engineering Construction International», sera financé par trois sociétés américaines et ouest-allemandes, partenaires de la Compagnie Syrienne du Pétrole, «Al-Fourat».

Dans le même objectif, un autre contrat a été conclu avec la compagnie britannique «Tricentrol» pour l'exploration du pétrole dans une zone de 3.800 km<sup>2</sup>, se situant au nord de Deir-Al-Zour. Notons aussi qu'un pipeline reliant les gisements de Al-Thayem à celui assurant la liaison entre l'Irak et la Syrie, a été inauguré en septembre 1986.

De même, dans le cadre du développement de l'énergie, des contrats ont été signés en 1986 pour la construction de la Centrale de Tehrane (200 mW) avec la compagnie néerlandaise «Lummus Heat Transfer Systems»; celle de Souweidiya (150 mW), avec la compagnie japonaise «C Itoh»; et celle de Banias (340 mW) avec la firme française «Sofrelec». Par la même occasion, d'autres projets ont été lancés pour la construction d'une centrale à Damas (60 mW), à Jandar (60 mW) et à Lattakieh (300 mW).

Dans le domaine agricole, deux projets d'irrigation sont déjà financés par des prêts fournis par le Fonds Arabe de Développement Economique et Social (7 millions de dinars koweïtiens) et par la CEE (3,3 millions de dollars U.S.).

La Syrie œuvre également à développer son réseau ferroviaire. A cet effet, des études ont été réalisées par des techniciens russes et est-européens, pour relier Lattakieh à Tartous (85 km.), Deir-Al-Zour à Abou-Kamal (145 km.) et Damas à Deraa (130 km.).

En effet, ces projets et bien d'autres dans le domaine de la communication,

ne manqueraient pas d'avoir des effets positifs sur l'économie syrienne, une fois réalisés.

\* \* \* \*

En conséquence, la Syrie passe actuellement par une récession économique à laquelle contribuent la sclérose de son secteur public, ainsi que la politique monétaire et budgétaire déjà suivie, abstraction faite de sa situation financière qui s'aggrave d'une année à l'autre, en raison de l'accroissement de ses dépenses militaires.

Pour survivre à cette crise, la Syrie table, en premier lieu, sur sa politique étrangère qui a constitué jusque-là une véritable source de richesse, au même titre que les gisements pétroliers dans d'autres pays de la région. Or, cette politique qui permet à la Syrie de drainer des aides de tout bord a besoin en permanence d'être entretenue militairement, surtout dans une région où la course aux armements est de règle; d'où les dépenses militaires toujours croissantes de ce pays, qui pèsent très lourd sur sa situation financière.